

Tribune parue dans Le Monde du 7 février 2014

Jean-Marc Roirant, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement

La rumeur n'est jamais innocente. Notre histoire en est riche d'exemples. On a montré comment elle a accompagné le coup d'Etat de Napoléon III face à de prétendues tentatives d'attentat. Comment, après la défaite de 1870, des rumeurs de cannibalisme ont traversé certains villages de Dordogne à la recherche de boucs émissaires, justifiant des actes de barbarie. Cent ans plus tard, à Orléans, une rumeur antisémite a laissé croire que les cabines d'essayage de certains magasins de vêtements féminins étaient des pièges pour les clientes, livrées à la traite des Blanches. Cette « rumeur d'Orléans » continue de courir sous diverses formes.

Quand la rumeur s'est installée, l'ampleur du mensonge n'importe guère. Si la rumeur a pris, c'est que ses colporteurs ont suscité un réflexe de protection des familles, le plus souvent en créant une inquiétude irrationnelle. Une inquiétude telle que la diffusion de la vérité est rarement d'un secours suffisant. Une fois que la rumeur devient un phénomène social, nourri des conversations croisées, alors elle s'entretient elle-même, crépitant de son petit feu. Dans nos sociétés dans lesquelles certains médias sont chaque jour avides de nouvelles actualités et font peu de tri, ce feu s'allume vite et devient parfois un incendie. C'est le cas lorsque cette rumeur s'attaque à l'école publique.

Celle qui s'est propagée fin janvier dans plusieurs collèges à propos des modules ABCD de l'égalité a été une attaque organisée contre la République. Elle a été transportée par des SMS, envoyés en masse aux parents, appelant au boycottage de l'école, avec pour seul objectif de saper la confiance dans notre école publique. Les messages sont de pures élucubrations.

Rappelons les faits. Les modules se déroulent au primaire (et pas au collège) dans 600 classes volontaires. Ils prennent place dans les enseignements existants sur les savoirs de base. Ils sont adaptés selon les niveaux. Ils ont été conçus par des professionnels et des mouvements éducatifs, dont la Ligue de l'enseignement, pour permettre aux élèves de s'interroger sur leurs différences, dans divers contextes d'apprentissage : Est-ce qu'un chevalier a le droit d'avoir peur du noir ? Est-ce que les princesses peuvent aussi jouer un rôle dans leur propre histoire ? Comment organiser des jeux de ballon mixtes ? Voici les enjeux de ces modules.

LE RESPECT MUTUEL ET LE REFUS DE LA VIOLENCE

L'idée est de permettre aux enfants de s'émanciper des rôles que la société a tendance à leur assigner par avance et développer le respect mutuel et le refus de la violence. Les enseignants et les animateurs sont formés pour cela. Les contenus pédagogiques des ABCD et de bien d'autres programmes d'éducation à l'égalité filles-garçons s'intègrent pleinement à l'apprentissage des savoirs fondamentaux des jeunes élèves figurant dans le socle commun des compétences de base et de culture.

L'égalité et le respect ne sont pas une nouvelle matière, une nouvelle case à cocher dans les programmes. Ils sont une nouvelle dimension dans l'apprentissage des savoirs de base dans le cadre d'une école laïque. On est loin de la désinformation grossièrement mensongère, souvent haineuse, de ces derniers jours.

Des attaques de ce type, il en existe chaque semaine. Mais celle qui a concerné les ABCD de l'égalité n'est pas un épisode ordinaire pour deux raisons. La première, c'est que cette rumeur a eu une perfide efficacité, parce que plusieurs personnalités publiques ne se sont pas contentées de la diffuser, mais l'ont accréditée en alimentant un faux débat sur la prétendue théorie du genre. Il y a sans doute beaucoup de paresse dans les commentaires que nous avons subis pendant plusieurs

jours sur ce nouvel épouvantail.

A l'école publique, les enseignants et les personnels ont pour mission de faire découvrir, partager et faire vivre les valeurs de la République. Ils l'ont fait de manière exemplaire en réponse aux rumeurs, et ce, le plus souvent, avec la confiance des parents, des élus locaux et avec le concours de nombreuses associations d'éducation populaire.

L'enjeu est de taille, car faire reculer les stéréotypes et les violences sexistes, c'est combattre les violences conjugales, qui frappent 400 000 femmes chaque année. Il s'agit également de faire disparaître les souffrances d'enfants victimes d'insultes sexistes dans les cours de récréation. C'est enfin faire progresser la mixité professionnelle et reconnaître que la diversité est une richesse, y compris pour les entreprises. C'est un combat qui mérite que chacun se mobilise et assume ses responsabilités.

[Télécharger la Tribune](#)

Pour être sûr(e) de recevoir tous nos emails, merci d'ajouter amonteiro@laligue.org à votre carnet d'adresses e-mail.

Pour ne plus recevoir ce type de message personnalisé, vous pouvez [vous désabonner](#).

marquer comme non lu